



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**L'ÉDUCATION
PRISE POUR CIBLE
2022**



Global Coalition to **Protect Education from Attack**

Ce rapport est publié par la **Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA)**, en français Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, créée en 2010 par des organisations appartenant aux domaines de l'éducation dans les situations d'urgence et dans les contextes affectés par des conflits, l'enseignement supérieur, la protection, les droits humains internationaux et le droit humanitaire international, qui étaient préoccupées par les attaques persistantes contre les établissements d'enseignement, leurs élèves et leur personnel dans les pays affectés par les conflits et l'insécurité.

La GCPEA est une coalition d'organisations comprenant : le président Save the Children, Human Rights Watch, Amnesty International, l'Institute of International Education (IIE), Plan International, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la fondation Education Above All (EAA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La GCPEA est un projet du Centre Tides, une organisation à but non lucratif 501(c)(3).

Le rapport L'Éducation prise pour cible 2022 est le résultat d'une étude indépendante menée par la GCPEA. Il est indépendant des organisations individuelles membres du Comité directeur de la GCPEA et ne reflète pas nécessairement les opinions des organisations composant le Comité directeur.

eua2022.protectingeducation.org

COLLABORATEURS

Chercheurs principaux :
Marika Tsolakakis et Jérôme Marston

Consultant : Felicity Pearce

Chercheurs et auteurs ayant collaboré au rapport :

Lucia Cadavid Arango, Renna Bazlen, Allison Filosa,
Manali Joshi, Gideon Olanrewaju

Graphiste : Rafael Jiménez

Cartes et graphiques: Primer&Co.

REMERCIEMENTS

La GCPEA remercie les membres de son Secrétariat, des Groupes de travail, et du Comité directeur pour leurs commentaires et leurs conseils sur ce projet, ainsi que les membres du personnel et les consultants des organisations qui ont passé en revue et commenté les profils de pays.

La fondation Education Above All, Education Cannot Wait, le ministère norvégien des Affaires étrangères, ainsi qu'un donateur anonyme ont apporté un soutien financier généreux au rapport L'Éducation prise pour cible 2022.

التعليم
فوق
الجميع | education
above
all



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2022

Attaques contre l'éducation et utilisation militaire des écoles et des universités dans les pays étudiés, 2020-2021

● Très lourdement affectés :

Les rapports ont documenté au moins 400 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien au moins 400 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation

● Lourdement affectés :

Les rapports ont documenté 200 à 399 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien 200 à 399 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation

● Affectés :

Les rapports ont documenté 10 à 199 incidents d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement, ou bien 10 à 199 élèves et membres du personnel de l'éducation blessés par des attaques contre l'éducation



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2022

Une salle de classe à Gaza, en Palestine, a été endommagée par des armes explosives lors des combats de mai 2021. Plus de 290 écoles ont été endommagées par des attaques lors d'une escalade des hostilités entre les forces armées israéliennes et les groupes armés palestiniens.

© 2021 Save the Children



PRINCIPALES CONSTATATIONS

- 1. Les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles ont augmenté d'un tiers en 2020 par rapport à 2019, et sont restées au même rythme en 2021.** Parallèlement, le nombre de personnes blessées lors d'attaques et d'utilisation militaire a diminué de moitié en 2020, par rapport à 2019, puis a doublé en 2021, revenant à des taux proches de ceux d'avant la pandémie. Dans certains pays, lors des premiers confinements de santé publique au début de 2020, la GCPEA a noté une réduction des attaques contre l'éducation suivie d'une augmentation des attaques contre les écoles, ou contre les enseignants et les élèves, lors de la réouverture des établissements d'enseignement fin 2020 ou début 2021. **Des forces armées et des groupes armés non-étatiques ont également profité des écoles inoccupées, les utilisant à des fins militaires pendant la pandémie en Afghanistan, au Myanmar, en Syrie et au Soudan**, entre autres.

Une explication de la baisse du nombre de personnes blessées en 2020 peut être que moins d'élèves ou de membres du personnel étaient présents dans les écoles ou les universités lorsque les attaques se sont produites. Par ailleurs, les élèves et les enseignants étant absents des écoles en raison de la pandémie, les groupes armés et les forces armées opposés à l'éducation n'ont plus eu besoin d'empêcher violemment leur fréquentation. Alors que les élèves et les éducateurs ont repris l'apprentissage en personne en 2021, le nombre de personnes blessées était similaire à celui des années précédant la pandémie.

- 2. En 2020 et 2021, les incidences les plus élevées d'attaques contre des écoles ont été enregistrées au Mali, en République démocratique du Congo (RDC), au Myanmar et en Palestine.** Dans chacun de ces pays, des centaines de bâtiments scolaires ont été menacés, bombardés, incendiés ou pillés, entre autres attaques violentes.

Au cours de la même période, l'Inde, le Nigéria, le Pakistan et la Turquie ont signalé un nombre élevé de personnes blessées à la suite d'attaques contre l'éducation. Au Nigéria, un grand nombre d'élèves, notamment des filles, ont été enlevés, tandis que dans les autres pays, des centaines ou des milliers d'éducateurs ou d'élèves ont été arrêtés pour avoir protesté contre la politique de l'éducation.

- 3. Deux situations sont présentées pour la première fois dans le rapport de 2022 : le conflit du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan et une insurrection affectant la province septentrionale de Cabo Delgado au Mozambique.** En Azerbaïdjan, plus de 130 écoles auraient été endommagées ou détruites par des combats et une utilisation militaire intenses en 2020. Au Mozambique, plus de 110 salles de classe auraient été détruites en raison d'attaques armées.

- 4. Les attaques ont augmenté au Burkina Faso, en Colombie, en Éthiopie, au Mali, au Myanmar et au Nigéria au cours de la période considérée, par rapport à 2018-2019.** Au Myanmar, les attaques contre les écoles et l'utilisation militaire ont monté en flèche après un coup d'État militaire en février 2021. En Colombie, les attaques contre les écoles et les éducateurs ont semblé s'aggraver pendant la pandémie, les combats entre les groupes armés et les forces gouvernementales ayant provoqué une augmentation de la violence en 2020. Des hostilités ont éclaté dans le nord de l'Éthiopie fin 2020, entraînant une augmentation significative des attaques contre l'éducation. Au Nigéria et au Burkina Faso, le nombre d'élèves ou d'éducateurs enlevés par des groupes armés a augmenté.

- 5. En Ukraine, au Sud-Soudan, en Syrie et au Yémen, entre autres pays, les attaques contre l'éducation ont diminué en 2020 et 2021, par rapport à 2018 et 2019. Ces baisses étaient liées à la désescalade du conflit.**

- 6. À l'échelle mondiale, les incidents d'utilisation militaire d'écoles et d'universités ont plus que doublé en 2020 et 2021, par rapport à 2018 et 2019, passant à plus de 570 incidents.** Cette augmentation a été provoquée par une augmentation de l'utilisation militaire des établissements d'enseignement au Myanmar, où près de 40 % de tous les cas de ce type se sont produits au cours des deux dernières années. La GCPEA a également observé une augmentation des cas d'utilisation militaire en Éthiopie, en Irak, en RCA, et en RDC.

- 7. Des filles et des femmes auraient été ciblées en raison de leur genre lors d'attaques contre l'éducation dans au moins 11 pays.** Dans certains contextes, comme l'Afghanistan, le Nigéria et le Pakistan, des groupes armés ont ciblé des écolières et des enseignantes ou leurs établissements d'enseignement, dans le but d'entraver leur accès à l'éducation. En outre, des forces armées, des forces de sécurité de l'État et des groupes armés non étatiques ont perpétré des violences sexuelles liées au conflit contre des femmes et des filles, à l'école ou à l'université ou bien sur le trajet de l'école ou de l'université.

- 8. Des armes explosives ont été utilisées dans environ un cinquième de toutes les attaques signalées contre l'éducation au cours de la période considérée.** Ces attaques étaient soit ciblées soit collatérales et impliquaient des explosifs lancés par voie aérienne ou terrestre, des engins explosifs improvisés (EEI), des mines antipersonnel et des restes de guerre non explosés. Ces attaques ont souvent endommagé ou détruit des infrastructures éducatives, et tué ou blessé des centaines d'élèves et d'éducateurs. En 2020 et 2021, ces attaques ont été le plus fréquemment signalées en Afghanistan, en Azerbaïdjan, au Myanmar, en Palestine, en Syrie et au Yémen. Par exemple, des attaques contre des écoles impliquant des armes explosives ont tué ou blessé au moins 185 élèves et enseignants en Afghanistan, presque tous des filles, pour le seul premier semestre de 2021.

- 9. Entre la publication de L'éducation prise pour cible 2020 et février 2022, neuf nouveaux pays ont adopté la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, avec un total de 113 pays s'engageant désormais à protéger l'éducation dans les situations de conflit armé.** Les Nations Unies (ONU) ont célébré la première et la deuxième Journée internationale de la protection de l'éducation contre les attaques les 9 septembre 2020 et 2021. Des dirigeants mondiaux, dont le Secrétaire général des Nations Unies, ont souligné l'importance de la Déclaration. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une déclaration présidentielle sur les attaques contre les écoles en septembre 2020 et une résolution sur les attaques contre l'éducation en octobre 2021 avec une mention explicite de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.



La police utilise des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour disperser les enseignants qui manifestaient, dans la ville d'Agartala, dans l'État de Tripura, en Inde, le 27 janvier 2021. Les enseignants ont protesté contre la suppression des nominations d'enseignants dans tout l'État et les irrégularités d'embauche.

© Times of India/PTI Photo

L'éducation a fréquemment fait l'objet d'attaques violentes au cours des deux dernières années, alors même que la pandémie de Covid-19 a fermé des écoles et des universités dans le monde entier. Les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire ont augmenté à l'échelle mondiale au cours de cette période, par rapport aux deux années précédentes.

En 2020 et 2021, la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) a identifié plus de 5 000 rapports d'attaques contre l'éducation et de cas d'utilisation militaire d'écoles et d'universités. Plus de 9 000 élèves et membres du personnel éducatif ont été enlevés, arrêtés arbitrairement, blessés ou tués lors de ces événements. À titre de comparaison, en 2018 et 2019, la GCPEA a recueilli plus de 4 300 incidents signalés d'attaques contre l'éducation et d'utilisation militaire qui ont blessé environ 9 400 élèves et éducateurs.

Deux semaines en mai 2021 soulignent le rythme incessant et les effets considérables de ces attaques violentes. Premièrement, le 8 mai 2021, une attaque contre une école de filles à Kaboul, en Afghanistan, a tué ou blessé plus de 320 personnes, dont la majorité seraient des écolières¹. Juste un jour après les funérailles des victimes de l'attaque de Kaboul², la nouvelle de l'escalade des hostilités en Palestine a émergé. Entre le 10 et le 21 mai 2021, un nombre impressionnant de 290 établissements scolaires y ont été endommagés ou détruits³. Entre-temps, le 17 mai 2021, un groupe armé aurait enlevé 11 enseignants et membres du personnel d'un centre de formation professionnelle dans la région du Nord-Ouest du Cameroun⁴ ; le même jour, deux écoles ont été bombardées au Myanmar, selon les médias⁵, et, deux jours plus tard, en Colombie, les forces de sécurité auraient tiré à balles réelles sur des manifestants dans une école⁶. La même semaine, un groupe armé a fait une descente dans une école primaire au Mali et a volé les effets personnels des enseignants⁷. Peu de temps après, le 20 mai 2021, des bombes ont frappé une école au Yémen, tuant quatre enfants⁸.

Ces événements de mai 2021 n'étaient pas exceptionnels. **En moyenne, six attaques contre l'éducation ou cas d'utilisation militaire d'écoles ont été enregistrés quotidiennement au cours des deux dernières années.**

Le rapport *L'éducation prise pour cible 2022* présente les 28 pays touchés par les conflits les plus touchés par les attaques contre l'éducation en 2020 et 2021. Si les analyses révèlent une augmentation mondiale des attaques contre l'éducation, comme le soulignent les pages suivantes, des dynamiques complexes se sont produites entre et au sein des pays, avec les taux d'attaques augmentant dans certaines régions et diminuant ailleurs. La Vue d'ensemble mondiale et les profils de pays fournissent des informations sur les facteurs contextuels à l'origine de ces attaques, ainsi que les tendances annuelles et les rapports d'incidents.

Tendances dans les cinq catégories d'attaques contre l'éducation ainsi que l'utilisation militaire des écoles et des universités en 2020-2021

La GCPEA suit cinq catégories d'attaques contre l'éducation ainsi que l'utilisation militaire des établissements d'enseignement. Voici les tendances mondiales pour la période considérée 2020-2021 pour chacune de ces catégories.

Attaques contre les écoles

Les attaques contre les écoles ont été la forme d'attaque la plus courante au cours de la période considérée, représentant près des deux tiers de tous les incidents signalés d'attaques contre l'éducation et d'utilisation militaire recueillies par la GCPEA. En 2020 et 2021, la GCPEA a recueilli des rapports sur plus de 3 000 attaques contre des écoles survenues dans 27 des 28 pays étudiés.

Au cours de la période considérée, la **RDC**, le **Mali** et la **Palestine** ont été les pays les plus touchés par les attaques contre les écoles, chacun de ces pays ayant subi plus de 400 attaques en 2020 et 2021. Le Mali a connu des centaines de menaces de violence qui ont conduit à la fermeture de plus de 1 000 écoles⁹. En RDC, des centaines d'écoles ont été endommagées ou détruites pendant le conflit. Par exemple, l'ONU a signalé qu'en 2020, plus de 340 écoles de la province du Tanganyika avaient été détruites en raison d'un conflit armé¹⁰. En Palestine, des attaques ont endommagé plus de 190 établissements d'enseignement à Gaza pendant 11 jours de violent conflit en mai 2021¹¹. Lors d'un incident, une frappe aérienne a endommagé 29 salles de classe et le mur d'enceinte de deux écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) à Gaza¹², alors que plus de 50 écoles de Cisjordanie ont reçu des ordres d'arrêt des travaux ou de démolition, entre autres types d'attaques¹³.

Parmi les autres pays où les écoles ont été fortement touchées par les attaques, figurent l'**Afghanistan**, l'**Azerbaïdjan** et le **Myanmar**.

« J'ai peur que mon école ne soit à nouveau touchée »

« J'ai peur que mon école ne soit à nouveau touchée » En Syrie, au moins 70 attaques signalées contre des écoles et des universités impliquant des armes explosives ont eu lieu en 2020 et 2021, dont bon nombre ont causé des dégâts ou des destructions. Parfois, les écoles, ou les élèves et les enseignants, ont été touchés à plusieurs reprises. Rose, une élève de 13 ans, est allée dans deux écoles différentes qui ont été attaquées pendant le conflit : « J'avais l'habitude d'aller dans une école à l'extrémité sud de ma ville, mais elle a été détruite pendant le conflit en cours. Je suis allée dans une autre école qui se trouvait dans un sous-sol, mais elle a également été attaquée et endommagée et n'est plus un endroit où l'on peut apprendre. J'ai de nouveau été déplacée et maintenant je vais dans une nouvelle école. Je n'ai jamais confié à personne que j'avais peur, mais notre professeur nous a affirmé que c'était normal d'avoir peur. Maintenant, je peux vous dire que j'ai peur que mon école ne soit à nouveau touchée. »¹⁴

Attaques contre les élèves, les enseignants et autres personnels de l'éducation

En 2020 et 2021, la GCPEA a identifié plus de 630 incidents signalés d'attaques contre des élèves, des enseignants et des membres du personnel de l'éducation dans les 28 pays étudiés. Lors de ces attaques, plus de 2 400 élèves, enseignants ou membres du personnel éducatif auraient été blessés, tués, enlevés ou menacés, et environ 2 300 auraient été arrêtés ou détenus. Ces attaques étaient distinctes des élèves ou des enseignants blessés ou tués lors d'attaques contre des écoles et des universités. Dans plusieurs pays, les filles et les femmes ont été spécifiquement ciblées en raison de leur genre.



Une survivante de l'attentat à la bombe du 8 mai 2021 contre l'école Sayed Al-Shuhada à Kaboul, en Afghanistan, lit un livre une semaine après l'attaque. Au moins 85 civils ont été tués et plus de 240 ont été blessés, dont la majorité seraient des écolières âgées de 11 à 18 ans.

© 2021 UNICEF/UN0464832/UNICEF Afghanistan

Le **Nigeria** a enregistré le plus grand nombre de personnes blessées, avec plus de 1 000 élèves ou enseignants qui auraient été enlevés, blessés ou tués, dont au moins un tiers étaient des femmes et des filles. Le rythme de ces attaques, dont bon nombre ont été perpétrées par des groupes armés non identifiés, s'est accéléré à partir de décembre 2020¹⁵. Le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, la **Colombie**, la **Palestine** et la **Somalie** et comptaient également un nombre élevé d'élèves et d'enseignants menacés, enlevés, blessés ou tués par des attaques ciblées et aveugles.

Au **Pakistan**, plus de 200 étudiants et enseignants ont été arrêtés ou détenus pour avoir participé à des manifestations liées à l'éducation, et en **Inde** ce nombre était supérieur à 1 500.

« Les enseignants sont persécutés à chaque heure de chaque jour »

Le 5 octobre 2021, des enseignants camerounais ont organisé une manifestation pour demander de meilleures protections pour les éducateurs travaillant dans les zones de conflit du pays. En 2020 et 2021, les enseignants ont été confrontés à la violence de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, et des séparatistes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Un porte-parole de l'Association camerounaise des enseignants en crise a déclaré à Voice of America :

« Les enseignants sont persécutés à chaque heure de chaque jour. Certains ont été brutalement tués. D'autres, brutalement privés de certaines parties de leur corps, ont été forcés de quitter leur région pour devenir des personnes déplacées internes. Certains sont désormais sans emploi. Mon cœur saigne pour ces enseignants. Je prie pour que la paix revienne. »¹⁶

Utilisation militaire des écoles et des universités

Au cours de la période de référence 2020-2021, la GCPEA a identifié environ 570 cas signalés d'utilisation militaire d'établissements d'enseignement dans le monde. Les cas d'utilisation militaire ont plus que doublé par rapport à 2018 et 2019, lorsque la GPCEA a recueilli des rapports sur environ 240 incidents d'utilisation militaire dans le monde.

L'utilisation militaire des écoles et des universités a été signalée dans 24 pays en 2020 et 2021, dont 23 ont été présentés dans ce rapport.

Le **Myanmar** a connu le plus grand nombre d'établissements scolaires utilisés à des fins militaires, avec au moins 200 incidents signalés au cours de la période de référence 2020-2021. L'ONU a signalé que les forces de sécurité ont utilisé 176 écoles et universités entre février, lorsque le coup d'État a eu lieu, et septembre 2021¹⁷. Ces cas se sont produits dans au moins 13 États et régions, selon des rapports antérieurs de l'ONU¹⁸



Des troupes stationnées devant une école en flammes dans le village de Yeghenut (Kilbajar), Azerbaïdjan, en novembre 2020.

© 2020 Human Rights Watch/ Dmitri Beliakov



« Il y a des soldats à l'intérieur, et j'ai peur des soldats »

Au Myanmar, les forces de sécurité ont été déployées dans des écoles à travers le pays en 2021, les occupant parfois afin de les utiliser comme bases et d'autres fois dans le but présumé de protéger les écoles. Les forces militaires à l'intérieur des écoles ont dissuadé les élèves de les fréquenter.

Comme l'a déclaré à Save the Children une fillette de 10 ans de la région de Magway : « Je n'ai pas pu aller à l'école toute l'année dernière à cause du virus. Et cette année je n'ose pas y aller. Je veux aller à l'école, mais j'ai peur. Bien que les portes de l'école soient fermées, il y a des soldats à l'intérieur et j'ai peur des soldats. J'ai peur qu'il n'y ait un attentat à la bombe dans notre école pendant que nous y sommes. »¹⁹

Recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école

En 2020 et 2021, la GCPEA a identifié des cas de recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école dans quatre pays : la **Colombie**, la **RDC**, le **Mali** et le **Yémen**. En 2018 et 2019, la GCPEA a identifié de tels signalements dans six pays ; quatre des pays où le recrutement et l'utilisation d'enfants avaient été signalés entre 2018 et 2019 n'avaient aucun nouveau rapport de recrutement d'enfants lié à l'école au cours de la période 2020-2021, à savoir l'**Afghanistan**, le **Burundi**, la **Somalie** et le **Venezuela**. Au **Mali**, la GCPEA n'avait pas identifié de recrutement d'enfants en 2018 ni 2019.

Violence sexuelle à l'école ou à l'université, ou sur le chemin de l'école et de l'université

Au cours de la période de référence 2020-2021, la GCPEA a identifié des signalements de violences sexuelles à l'école ou à l'université, ou sur le chemin de l'école ou de l'université, dans sept pays, dont six présentés dans ce rapport : le **Burkina Faso**, le **Cameroon**, la **Colombie**, la **RDC**, le **Nigéria** et la **Turquie**. Les femmes et les filles ont été principalement touchées par cette violation, bien que la GCPEA ait également identifié des rapports de violence sexuelle contre des garçons et des hommes. À l'exception du Nigéria, la GCPEA n'avait identifié aucun signalement de violence sexuelle dans ces pays en 2018 ou 2019. En 2018 et 2019, la GCPEA a identifié des signalements de violence sexuelle dans neuf pays.

Les violences sexuelles perpétrées par les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État et des groupes armés non étatiques, à l'école ou à l'université, ou sur le chemin de l'école ou de l'université, sont restées l'un des domaines les plus difficiles en ce qui concerne la collecte des données.

Des élèves du primaire de Kalemie, en RDC, devant leur salle de classe qui était en réparation en novembre 2021 après avoir été incendiée lors de conflits communautaires dans la province du Tanganyika.

© 2021 UNICEF/UN0579506/Josué Mulala

Attaques contre l'enseignement supérieur

Au cours de la période de référence 2020-2021, la GCPEA a identifié plus de 320 incidents signalés d'attaques contre l'enseignement supérieur dans les pays présentés dans ce rapport. Parmi celles-ci, environ 240 attaques signalées visaient des étudiants et du personnel universitaire, tandis que plus de 80 attaques signalées visaient des établissements universitaires. À titre de comparaison, en 2018 et 2019, la GCPEA a recueilli environ 340 incidents signalés d'attaques contre l'enseignement supérieur dans les pays étudiés touchés par un conflit²⁰.

En 2020 et 2021, plus de 580 étudiants ou membres du personnel universitaire ont été blessés, enlevés ou tués à la suite d'attaques contre l'enseignement supérieur, et 1 450 autres ont été détenus, arrêtés ou condamnés.

Les pays étudiés les plus touchés par les attaques contre les établissements d'enseignement supérieur étaient le **Myanmar**, la **Palestine** et le **Yémen**, où de nombreuses attaques impliquaient des armes explosives. L'**Inde** et la **Turquie** ont été les pays les plus touchés par les attaques contre les étudiants et le personnel universitaire. Dans ces deux pays, plus de 400 étudiants et universitaires ont été arrêtés lors de manifestations liées à l'éducation, ou en relation avec leur travail universitaire.



Attaque de novembre 2020 contre l'université de Kaboul

“We were very scared and we thought it could be the last day of our lives... boys and girls were shouting, praying and crying for help,” « Nous avons très peur et nous pensions que cela pourrait être le dernier jour de notre vie... des garçons et des filles criaient, priaient et pleuraient pour demander de l'aide », a rapporté un survivant de 23 ans de l'attaque du 2 novembre 2020 contre l'université de Kaboul. L'étudiant a raconté comment lui et ses camarades de classe ont été retenus en otage par des hommes armés de l'État islamique pendant plus de deux heures avant d'être secourus .

Les hommes armés ont déclenché des explosifs, combattu les forces de sécurité de l'État et pris en otage des dizaines d'étudiants et de membres du personnel dans les salles de classe. L'attaque a duré plus de cinq heures ; environ 22 étudiants (dix femmes)²² ont été tués et plus de 20 blessés (dont un grand nombre de femmes).²³ L'attaque a endommagé des salles de classe ainsi que du matériel pédagogique et a affecté l'apprentissage de plus de 21 000 étudiants (dont plus de 7 000 femmes).²⁴ Un grand nombre d'étudiants ont signalé une détresse psychologique par suite de l'attaque et n'ont pas repris les cours. Des mois plus tard, six auteurs de l'attaque ont été jugés et condamnés.²⁵ Pour en savoir plus sur les impacts de cette attaque, consultez l'étude de cas de la GCPEA sur l'impact des armes explosives en Afghanistan.

En avril 2021, dans l'est de l'Ukraine, des armes explosives ont gravement endommagé une école dans le village de Shyrokyne, situé sur la ligne de front.

© 2021 UNICEF/UNO584686/Filippov



Écolières enlevées dans l'État de Zamfara, au Nigéria, en février 2021

Plus de 100 hommes armés auraient pris d'assaut une école secondaire gouvernementale pour filles dans la ville de Jangebe, dans l'État de Zamfara, au Nigéria, à 1 heure du matin le vendredi 26 février 2021, alors que des écolières dormaient dans le dortoir.

Un témoin de l'attaque a rapporté que : « [Les hommes armés] ont enfoncé le portail de l'école et ont tiré sur l'agent de sécurité. Puis ils se sont rendus dans les auberges et ont réveillé les filles en leur disant que c'était l'heure de la prière. Après les avoir toutes rassemblées, les filles pleuraient et ils les ont emmenées dans la forêt. Ils tiraient également en l'air alors qu'ils marchaient vers la forêt. »

Les autorités ont signalé que 279 écolières avaient été libérées par la suite.²⁷ Au Nigéria, des groupes armés ont déjà ciblé des filles lors d'enlèvements massifs.²⁸

Dynamique sexospécifique des attaques contre l'éducation

Au cours de la période de référence 2020-2021, la GCPEA a identifié 11 pays où des filles et des femmes auraient été ciblées en raison de leur genre dans des attaques contre l'éducation. Dans certains contextes, comme en **Afghanistan**, au **Nigéria** et au **Pakistan**, des groupes armés, des forces armées et d'autres forces de sécurité de l'État ont spécifiquement ciblé les filles et les femmes. Dans ces pays, des écoles de filles ont été incendiées ou bombardées pour supprimer l'éducation des femmes, et des élèves ou des membres du personnel ont été menacés, tués ou enlevés. Dans d'autres cas, des groupes armés, des militaires ou d'autres forces de sécurité ont abusé sexuellement ou enlevé des femmes et des filles à l'école ou sur le chemin de l'école, comme au **Burkina Faso**, au **Cameroun**, en **Colombie** et en **RDC**. Au **Yémen**, des groupes armés ont recruté des filles dans les écoles.

Les recherches de la GCPEA ont révélé que les femmes et les filles sont différemment touchées par les attaques contre l'éducation, notamment lorsqu'elles éprouvent plus de difficultés à reprendre leurs études après une attaque.

Les effets personnels des élèves enlevés sont encore à l'intérieur des locaux de l'école secondaire Bethel Baptist, pendant que leurs parents prient pour leur retour. Des hommes armés ont enlevé les élèves dans la zone du gouvernement local de Chikun, dans l'État de Kaduna, au Nigéria, le 14 juillet 2021.

© 2021 Kola Sulaimon / AFP via Getty Images

RECOMMANDATIONS

Ce rapport a constaté que les attaques contre l'éducation sont en augmentation dans un grand nombre de conflits armés à travers le monde. Ces attaques ont des effets graves et durables sur l'enseignement et l'apprentissage, allant des dommages physiques infligés aux infrastructures éducatives aux traumatismes durables et aux blessures physiques des élèves et des éducateurs. Les conclusions de ce rapport ont également souligné l'impact sexospécifique des attaques contre l'éducation et les effets disproportionnés que ces attaques ont sur les femmes et les filles. Les principales recommandations de la GCPEA reposent sur l'approbation et la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Mettre fin aux attaques contre l'éducation et mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles ainsi que les Lignes directrices

- Les parties à un conflit armé devraient cesser immédiatement les attaques illégales contre l'éducation.
- Les États devraient approuver, mettre en œuvre et soutenir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles afin de garantir que tous les élèves et éducateurs puissent apprendre et enseigner en toute sécurité.
- Les États devraient mettre en œuvre la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des écoles en période de conflit armé.
- Les forces armées et les groupes armés devraient s'abstenir d'utiliser les écoles et les universités à des fins militaires, notamment en mettant en œuvre les *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés*.

Surveiller et signaler les attaques contre l'éducation

- Les États et autres organes de surveillance devraient renforcer le suivi et le signalement des attaques contre l'éducation, notamment en ventilant les données par type d'attaque contre l'éducation, genre, âge, lieu, personne ou groupe responsable, nombre de jours de fermeture de l'établissement et type d'établissement, afin d'améliorer les efforts de prévention et de réponse aux attaques contre l'éducation. Utilisez le nouveau *Kit pratique pour collecter et analyser les données sur les attaques contre l'éducation* de la GCPEA.

Faire en sorte que les responsables présumés rendent des comptes et fournir une assistance aux survivants

- Les institutions judiciaires nationales et internationales devraient systématiquement enquêter sur les attaques contre l'éducation et poursuivre les responsables de manière appropriée.
- Les États et autres institutions devraient fournir une assistance non discriminatoire à tous les survivants d'attaques contre l'éducation, quels que soient leur genre, leur origine ethnique, leur milieu socio-économique ou autres attributs, tout en tenant compte de leurs besoins et expériences distincts en fonction du genre, et des vulnérabilités potentielles telles que le handicap et le déplacement.

Prévoir et atténuer l'impact des attaques sur l'éducation

- Dans la mesure du possible, les États devraient maintenir un accès sûr à l'éducation pendant les conflits armés, notamment en travaillant avec les communautés scolaires et universitaires et toutes les autres parties prenantes concernées afin d'élaborer des stratégies visant à réduire le risque d'attaques, ainsi que des plans complets de sûreté et de sécurité dans l'éventualité de telles attaques.
- Les prestataires de services éducatifs devraient veiller à ce que toutes les campagnes de « retour à l'école » post-Covid-19 et les cours de rattrapage incluent les apprenants qui ont précédemment interrompu leurs études en raison d'attaques contre des écoles, de l'insécurité ou d'un déplacement ; ils devraient également continuer à développer l'enseignement à distance et d'autres programmes d'éducation alternatifs mis en place en réponse à Covid-19 au profit de ces apprenants.
- Les prestataires d'éducation devraient veiller à ce que l'éducation n'exacerbe pas les conflits, mais promeuve la paix et offre une protection physique et psychosociale aux élèves, notamment en s'attaquant aux stéréotypes et aux obstacles sexistes qui peuvent déclencher, exacerber et résulter d'attaques contre l'éducation.
- Les prestataires d'éducation devraient « reconstruire en mieux » après les attaques contre l'éducation et assurer le financement non seulement pour réparer mais également pour améliorer les écoles et les rendre plus sûres et plus inclusives pour tous les élèves et éducateurs.

Un élève de 12 ans répond à des questions lors d'un cours de sciences organisé dans une tente à l'école Al-Hamzi, à Hajjah, au Yémen, en mars 2021. L'école était ouverte malgré la destruction de son deuxième étage en raison d'une frappe de missile des années plus tôt.

© UNICEF/UN0459566/Marish



¹ *Afghan Voice Agency* ; *Afghan Islamic Press News Agency* ; GardaWorld ; AP ; *Anadolu Agency* ; *New York Times* ; *Shamshad TV* ; *Afghanistan Times* ; *Xinhua* ; *Kabul Now* ; AFP ; *TOLO News*, cité dans Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), Event ID AFG54302. « Urgent to Protect Girls & Education in Conflict Said UN Officials After Deadly Attack in Afghanistan », SRSV Virginia Gamba et SRSV Dr Najat Maalla M'jid, Bureau du SRSV CAAC, 12 mai 2021. Heather Barr, « Killing Schoolgirls in Afghanistan », article de Human Rights Watch, 10 mai 2021. Jennifer Deaton et Sheena McKenzie, « Death toll rises to 85 in Afghanistan girls' school bomb attack », *CNN*, 10 mai 2021.

² « Afghans hold funeral for victims of Kabul school bomb blasts », *Al Jazeera*, 9 mai 2021.

³ GCPEA, « Measuring the impact of attacks on education in Palestine », mars 2022.

⁴ *Mimi Mefo*, cité par ACLED, Event ID CAO5150. Mimi Mefo Info, « Kumbo: Teachers, school staff kidnapped », *Mimi Mefo Info*, 18 mai 2021. Insecurity Insight, « Attacks on Health Care Monthly News Brief - May 2021 », 31 mai 2021, p. 1.

⁵ *Radio Free Asia*, cité par ACLED, Event ID MMR16976. RFA, « Waw Township Nyaung Kha Shay village blocked by army. More than 20 people arrested », *Radio Free Asia*, 19 mai 2021. *Democratic Voice of Burma*, cité par ACLED, Event ID MMR16732 (données téléchargées le 26 juillet 2021). DVB, « Hand grenades explode in Mogok », *Democratic Voice of Burma*, 17 mai 2021.

⁶ « Public Forces denounced as firing on demonstrators in Caucasia (Denuncian que la Fuerza Pública disparó contra manifestantes en Caucasia) », *Caracol Radio*, 20 mai 2021. Bureau du médiateur, *Ombudsman's report CIDH visit Colombian social protests April-June 2021 (Informe defensorial visita CIDH Colombia protesta social abril-junio 2021)*, (Bogota : Gouvernement de Colombie, 2021), p. 43.

⁷ « Monthly Protection Monitoring Report Mali, No 5 - May 2021 (Rapport Mensuel de Monitoring de Protection No 5 - Mai 2021) », Cluster Protection du Mali, p. 3.

⁸ *Al Amaliqah*; Yemen Data Project, cité par ACLED, Event ID YEM65049. Xinhua, « Yemen: 5 people, including 4 children, were injured in a Houthi drone strike on a school in Hodeidah, » *Arabic China*, 27 mai 2021.

⁹ Information reçue d'un membre d'ONG, 26 mai 2021.

¹⁰ « Democratic Republic of the Congo Humanitarian Situation Report No. 12 », UNICEF, décembre 2020, p. 2.

¹¹ « Education Cluster Report on Damage in Educational Facilities Gaza Strip », Cluster Education du territoire palestinien occupé, juillet 2021, p. 2.

¹² Information reçue de l'UNRWA via email le 13 mai, 2021. Tovah Lazaroff, « Two UNRWA schools hit during IDF air strikes on Gaza », *The Jerusalem Post*, 13 mai 2021. UNRWA, « UNRWA installations in Gaza hit during hostilities », UNRWA, Communiqué de presse, 13 mai 2021.

¹³ Par exemple : OCHA, oPt *Humanitarian Needs Overview 2022 Working Draft*, OCHA, décembre 2021, p. 46.

¹⁴ Conseil de sécurité des Nations Unies, « Letter dated 23 December 2020 from the President of the Security Council addressed to the Secretary-General and the Permanent Representatives of the members of the Security Council », S/2020/1257, 30 décembre 2020, p. 18.

¹⁵ AP, « Gunmen kidnap more than 70 students from high school in northwestern Nigeria », *France24*, 1^{er} septembre 2021. « First day of school 'indefinitely postponed' for at least 1 million Nigerian students », UNICEF, communiqué de presse, 16 septembre 2021.

¹⁶ Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Teachers Call for Better Protection From Conflict », *Voice of America*, 5 octobre 2021.

¹⁷ UNICEF, « Humanitarian Situation Report No. 6, September 2021 », UNICEF, 28 septembre 2021, p. 2.

¹⁸ « Occupation of schools by security forces in Myanmar is a serious violation of children's rights », Déclaration conjointe de Save the Children, UNESCO et UNICEF, 19 mars 2021.

¹⁹ « Myanmar: More Than 100 Attacks on Schools in May », Save the Children, communiqué de presse, 11 juin 2021.

²⁰ Le nombre total d'attaques signalées contre l'enseignement supérieur pour tous les pays en situation d'insécurité et touchés par un conflit était de 491 en 2018 et 2019.

²¹ « 'Act of terror': At least 22 killed in Kabul University attack », *Al Jazeera*, 2 novembre, 2020.

²² UNAMA, *Afghanistan: Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2020*, (Kaboul: UNAMA et OHCHR, février 2021), p. 28.

²³ GCPEA, « L'impact des armes explosives sur l'éducation : une étude de cas sur l'Afghanistan », septembre 2021. « 'Act of terror': At least 22 killed in Kabul University attack », *Al Jazeera*, 2 novembre 2020. Thomas Gibbons-Neff et Fatima Faizi, « Gunmen Storm Kabul University, Killing at Least 19 », *The New York Times*, 2 novembre 2020. Michael Safi et Akhtar Mohammad Makoi, « Attack on Kabul University by Isis gunmen leaves 22 dead », *The Guardian*, 2 novembre 2020. Fariba Sadat, « Students Wounded in November's University Attack Seek Help », *Tolo News*, 24 janvier 2021.

²⁴ Thomas Gibbons-Neff et Fatima Faizi, « Deadly School Assault Catapults Kabul into Even More Despair », *The New York Times*, 3 novembre 2020.

²⁵ « 2 Sentenced to Death for Kabul University Attack », *Afghan Voice Agency*, 4 mars 2021.

²⁶ « Nigeria's Zamfara school abduction: More than 300 Nigerian girls missing », *BBC News*, 26 février 2021.

²⁷ « Nigerian official says 279 schoolgirls released 4 days after mass-abduction », *CBS News*, 2 mars 2021.

²⁸ Voir les éditions 2018 et 2020 de la série de rapports *L'Éducation prise pour cible* pour plus de détails sur les incidents à Chibok et Dapchi.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2022



Photo de couverture

Une survivante de l'attentat à la bombe du 8 mai 2021 contre l'école Sayed Al-Shuhada à Kaboul, en Afghanistan, regarde à l'intérieur d'une salle de classe quelques jours après l'attaque.

© 2021 UNICEF/UN0514375 /UNICEF